

Maître d'Ouvrage

Commune d'AVERMES
Place Claude WORMSER
03000 AVERMES

Tél. : Mairie : 04 70 46 55 03 / Services Techniques : 04 70 20 16 85



**MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX :
REHABILITATION ET EXTENSION MAISON DES SERVICES AUX
HABITANTS
LOT 8 CARRELAGE FAIENCE**

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

MARCHE N° : 2025/02

REGLEMENT DE CONSULTATION

Date et heure limites de réception des offres :

04 avril 2025 à 12h00

Article 1 - Acheteur

Le pouvoir adjudicateur :

Mairie d'Avermes
Place Claude Wormser
03 000 AVERMES
Téléphone : 04.70.46.55.03
Télécopie : 04.70.44.84.63
Mail : accueil@mairieavermes.fr

Maître d'œuvre :

METRE CARRE M. CHALMIN	Architecte 19 rue Paul BERT 03 000 MOULINS Tél. : 04 70 44 82 81 Courriel : metre.carre@orange.fr
BET SEQUOIA M. VENUAT	Fluides - Economie de la construction 2, rue louis Blance 03 300 MOULINS Tél : 07.89.80.17.69 Courriel : info@bet-sequoia.fr
INGENIERIE M. CHEVRIER	Bureau d'Etudes Fluides 206 bd de Nomazy 03 000 MOULINS Tél : 04. 70 46 30 32 Courriel : betchevrier@betchevrier.fr
IGETEC	Bureau d'études Electricité ZA Grand Champ 03 390 MONTMARAULT Tél : 04.15.48.00.71 Courriel : p.nigou@igetec.fr

Article 2 - Objet de la consultation

2-1-Objet du marché

La consultation porte sur les prestations suivantes :

Réhabilitation et extension de la maison des habitants à Avermes

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 sur 31 décembre 1993).

Références à la nomenclature européenne (CPV) :

45000000 - Travaux de construction

Les prestations seront exécutées dès la notification au candidat retenu.

2-2-Procédure de passation

La consultation est passée par la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

2-3-Forme du marché

La consultation donnera lieu à un marché ordinaire.

Article 3 - Dispositions générales

3-1-Décomposition du marché initial

3-1-1-Lots

Le marché qui se décompose en 10 lots a été attribué le 4 mai 2023. Pour le lot 8, il a été résilié de plein droit suite à la mise en liquidation judiciaire du titulaire dudit lot ce qui oblige le pouvoir adjudicateur à lancer une nouvelle procédure adaptée en vue d'attribuer le lot 8.

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	
1	GROS OEUVRE VRD	SARL VIERA
2	CHARPENTE BOIS	ROSSIGNOL
3	COUVERTURE ETANCHEITE	BOURRASSIER
4	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM et BOIS	METALUVER
5	MENUISERIE INTERIEURE BOIS	MBM
6	PLATRERIE PEINTURE	BONGLET
7	SOLS SOUPLES	DUCELLIER
8	CARRELAGE FAÏENCE	
9	ELECTRICITE	DESMERCIERES
10	CHAUFFAGE CLIMATISATION VENTILATION PLOMBERIE SANITAIRE	RDB ENERGIE

3-1-2-Qualifications requises

Sans objet.

3-1-3-Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

3-1-4-Phases

Il n'est pas prévu de phasage.

3-2-Décomposition de la présente consultation

La présente consultation n'est pas décomposée en lots et concerne uniquement le lot 8 du marché initial.

Les candidatures peuvent donc concerner uniquement le lot 8.

3.3 - Durée du marché - Délai d'exécution

La durée du marché court à compter de la notification du marché. Elle est fixée à 50 jours, compris congés et intempéries.

3-3-Modalités de financement et de paiement

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif.

3-4-Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément au Code de la Commande Publique.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application au Code de la Commande Publique.

3-5-Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

3-6-Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (options)

3-6-1-Variantes

Les variantes par rapport à l'objet du marché ne sont pas autorisées.

3-6-2-Prestations supplémentaires éventuelles / alternatives

Les prestations supplémentaires par rapport à l'objet du marché ne sont pas autorisées.

Article 4 - Dossier de consultation

4-1-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

PIECES ADMINISTRATIVES

- Règlement de la consultation,
- Acte d'engagement lot 8,
- CCAP

PIECES ECRITES

- Planning des travaux du marché initial
- CCTP généralités CG
- Descriptif des travaux - CCTP lot 8
- Descriptif des travaux - DPGF lot 8
- Diagnostic amiante
- Diagnostic plomb
- Arrêtés PC
- RT 2012
- Rapports contrôleur technique

PIECES GRAPHIQUES

- Plans

4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément au Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

<https://www.avermes.fr>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

4-3-Visite des lieux

Une visite sur site est possible, pour ce faire il conviendra de prendre un rendez-vous au préalable auprès de : Mairie d'Avermes Services techniques 03 000 AVERMES Téléphone : 04.70.20.16.85

Article 5 - Présentation des propositions

5-1-Documents à produire

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

Justificatifs candidature

- imprimé DC 1 (Lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants) dans sa dernière version mise à jour, disponible à l'adresse : http://www.bercy.gouv.fr/formulaires/daj/daj_dc.htm, ou contenu identique sur papier libre
- imprimé DC 2 (Déclaration du candidat) dans sa dernière version mise à jour, disponible à l'adresse : http://www.bercy.gouv.fr/formulaires/daj/daj_dc.htm, comportant les informations suivantes ou
- Présentation d'une liste des travaux similaires en cours d'exécution ou exécutés en précisant leur montant, leur date et leur destinataire
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet
- Déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont l'entrepreneur dispose pour l'exécution de l'ouvrage et déclaration mentionnant les techniciens ou organismes techniques dont l'entrepreneur disposera pour l'exécution de l'ouvrage ;
- Certificats de qualité professionnelle de l'entreprise ou références équivalentes ;
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations auxquelles se réfère le marché, réalisé au cours des trois derniers exercices.
- Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'entreprise candidate.

Contenu de l'offre

- Acte d'engagement
- Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé
- Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés, cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé
- Décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) dûment complété sur le modèle fourni
- Note méthodologique comprenant notamment (à minima) :
 - les moyens humains et matériels mis en œuvre pour ce chantier
 - la méthode d'exécution des travaux, les matériels et matériaux proposés au regard du cahier des charges
 - les moyens mis en œuvre dans le domaine de la sécurité et de l'environnement,
 - les références sur des opérations similaires,
 - performances en matière de protection de l'environnement,
 - toutes informations que l'entreprise jugera utiles de donner quant à l'exécution du chantier et ses procédés constructifs,

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue au Code de la Commande Publique.

Conformément au Code de la Commande Publique, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur les certificats et attestations prévus au même code ainsi qu'une attestation d'assurance de responsabilité décennale conformément à l'article du code des Assurances lorsque celle-ci est requise conformément à l'article L243-1-1 du même code.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le

dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

5-2-Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

5-3-Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euros.

5-4-Conditions d'envoi ou de remise des plis

Le dossier contenant les documents relatifs à la candidature et à l'offre doit obligatoirement être adressé par courriel à l'adresse suivante : comptabilité@mairieavermes.fr **avant le 4/04/2025 à 12H00.**

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Mairie d'Avermes
Place Claude Wormser
03 000 AVERMES

5-5-Négociation

Une négociation pourra éventuellement être menée.

Un courriel invitant à négocier et précisant les modalités de négociation sera envoyé aux 3 candidats les mieux placés (ou moins s'il n'y a pas 3 candidats) suite à la première analyse des services et du maître d'œuvre.

Les entreprises disposeront toutes du même délai et des mêmes formes pour remettre ou présenter leur nouvelle offre.

Si une entreprise ne présente pas ou ne remet pas d'offre dans le cadre de la négociation, celle-ci sera jugée au regard de son offre initiale.

Article 6 - Jugement des propositions

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues au Code de la Commande Publique au moyen des critères suivants :

Critères de sélection des candidatures :

- 1- Capacités économique, technique et financière.

Critères de jugement des offres :

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

- 1- Prix des prestations : 60%
- 2- Valeur technique : 40%

La note finale sera obtenue par la formule suivante :

Note finale = (Note Prix des prestations x 60%) + (Note Valeur technique x 40%)

Critère 1 : Prix des prestations (note sur 10 points)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser une offre considérée comme anormalement basse en application de du Code de la Commande Publique. La notion d'anormalement basse est basée sur :

- La moyenne « m » de l'ensemble des offres retenues, calculée de la manière suivante :

$$m = \frac{\text{somme des montants des offres sélectionnées}}{\text{nombre d'offres sélectionnées}}$$

- Chaque montant des offres est ensuite comparé au montant moyen « m ». Une offre est alors considérée comme « anormalement basse », si la différence par rapport à la moyenne « m » est supérieure à 20%. L'écart à la moyenne « a » avec l'offre donnée de montant « M », est calculé de la manière suivante :

$$a = ((M/m) - 1) \times 100$$

- Si « a » > -20%, l'offre est alors considérée comme anormalement basse.

Toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée.

Une note sur 10 sera alors attribuée aux candidats retenus.

Il sera fait application de la formule :

$$\text{Note} = (\text{Prix offre moins disante} / \text{prix offre}) \times 10$$

Le prix global et forfaitaire est détaillé au moyen d'une décomposition qui en indique les éléments constitutifs.

La décomposition du prix global forfaitaire permet d'apprécier les offres mais n'a pas de valeur contractuelle.

En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté à l'acte d'engagement et celui porté sur la décomposition du prix global forfaitaire, seul le montant porté à l'acte d'engagement prévaudra et fera foi. Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en concordance avec le prix global et forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Critère 2 : Valeur technique de l'offre (note sur 10 points)

Elle est jugée à partir du **mémoire méthodologique** remis par le candidat (**toute offre ne comportant pas ce mémoire méthodologique se verra affectée une note de 0/10 à ce critère**).

Le mémoire méthodologique devra indiquer :

- Les moyens humains et matériels mis en oeuvre par le candidat en précisant le personnel d'encadrement des équipes mobilisé pour les travaux (**sur 2 points**) notamment durant la phase 1 (1a et 1b) :

- Aucun document = 0
- Descriptif succinct = 1
- Descriptif détaillé = 1.5
- Descriptif détaillé et engagement de présence permanente et de maintien des effectifs durant la phase 1 = 2

- Mémoire technique des matériaux proposés (marque, provenance, qualité de mise en oeuvre). Les fiches techniques de chaque matériaux utilisés doivent être jointes en annexe (**sur 2 points**)

- o Aucun document = 0
- o Descriptif succinct = 0.5
- o Descriptif détaillé = 1
- o Descriptif détaillé et engagement de présence permanente et de maintien des effectifs durant la phase 1 = 2

- Expérience et qualifications des équipes proposées sous forme de références sur des opérations similaires de moins de 5 ans (**sur 1.5 points**) :

- Aucun document = 0
- Sans rapport ou limitées à une référence = 0,5
- Références similaires complètes (maxi 5) = 1
- Références similaires complètes (maxi 5) avec attestation de travaux pour chacune = 1.5

- Le planning détaillé de l'entreprise sur la base du planning initial précisant les délais d'approvisionnement et les enchaînement de tâche (**sur 4 points**)

- o **Réalisation de la mousse et de la chape avant le 18 avril 2025 = 4**
- o **Réalisation de la mousse et de la chape avant le 25 avril 2025 = 2**
- o **Réalisation de la mousse et de la chape avant le 02 Mai 2025 = 0**

- Performances en matière de protection de l'environnement (**sur 0.5 point**):
 - Aucun document = 0
 - Production d'un SOSED (Schéma d'organisation et de suivi de l'élimination des déchets) ou SOGED (Schéma d'organisation et de gestion des déchets) = 0.5

Article 7 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront s'adresser à :

7-1-Renseignements administratifs

Correspondant : Prisca BOURRON
Mairie d'Avermes
Place Claude Wormser - 03 000 AVERMES
Téléphone : 04.70.46.55.03 / Mail : pbourron@mairieavermes.fr

7-2-Renseignements techniques

M. CHALMIN
ARCHITECTE METRE CARRE
19, rue Paul BERT
03 000 MOULINS
Tél. : 04 70 44 82 81
Courriel : metre.carre@orange.fr

7-3-Voies et délais de recours

Tout différend survenant à l'occasion de la présente consultation sera soumis, préalablement à tout recours contentieux, à Monsieur Jean-Luc ALBOUY, Maire.

Instance chargée des procédures de recours contentieux :

Tribunal administratif de Clermont-Ferrand
6 cours du sablon
63 033 CLERMONT-FERRAND
Tél. : 04 73 14 61 00
Fax : 04 73 14 61 22
greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr
<http://clermont-ferrand.tribunal-administratif.fr>

Précisions concernant les voies et délais d'introduction des recours :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 et suivants du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 et suivants du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre les clauses réglementaires du contrat dans un délai de deux mois à compter de sa publicité. Les requérants peuvent éventuellement assortir leur recours d'une demande tendant, sur le fondement de l'article L. 521-1 du CJA, à la suspension de l'exécution du contrat.
- Référé suspension accompagnant un recours pour excès de pouvoir (article L. 521-1 du code de justice administrative).
- Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles assorti le cas échéant de conclusions indemnitaires et pouvant être exercé par tout tiers dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (CE, 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne, n° 358994). Les requérants peuvent éventuellement assortir leur recours d'une demande tendant, sur le fondement de l'article L. 521-1 du CJA, à la suspension de l'exécution du contrat. Les actes détachables du contrat ne peuvent être contestés qu'à l'occasion de ce recours.

- Ce recours pourra, le cas échéant, être assorti d'une demande de référé-suspension (article L. 521-1 du Code de justice administrative).
- Recours en annulation contre la déclaration d'infructuosité ou la déclaration sans suite de la procédure, recours en annulation contre les clauses réglementaires du contrat dans le délai de 2 mois à compter de la signature du contrat.
- Recours en indemnisation par les personnes lésées par le contrat ou sa passation après avoir effectué, le plus souvent, une demande préalable auprès de la personne publique. Au-delà d'un délai de quatre ans à compter du 1er janvier de l'année qui suit celle où la créance sur la personne publique est née, le requérant s'expose à l'opposition de la prescription quadriennale.
- Procédure de médiation devant le Président du Tribunal Administratif (article L. 213-1 du CJA)

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr